

TROIS ORGANISATIONS SONT CONCERNÉES

Dissidence «unitaire» chez les enfants de chouhada

Les enfants de chouhada s'impliquent dans la préparation d'un congrès unificateur et rassembleur, en vue de renouer avec l'esprit de Novembre.

Des enfants de chouhada, membres fondateurs et adhérents de l'Organisation nationale, de la Coordination nationale et de la Fédération nationale des enfants de chouhada et enfants de chouhada sortants de

l'Ecole des cadets de la Révolution, ont tenu une conférence nationale le 19 mars 2011. A cette occasion, ils ont décidé la constitution d'une commission nationale de 22 membres, représentant les wilayas

historiques, en vue d'organiser un congrès rassembleur et d'unification. Cette rencontre a également abouti à l'organisation de six pré-congrès régionaux au titre des wilayas historiques. Outre le réexamen de l'arsenal législatif relatif aux droits des familles de chouhada, les enfants de chouhada

appellent à un front uni avec l'ensemble des nationalistes pour la promulgation d'une loi sur la criminalisation du colonialisme. Car ils constatent la situation «peu reluisante» des organisations, marquée selon eux par «le délaissement complet des missions essentielles pour lesquelles elles ont été

créées, dont la défense de la mémoire des chouhada», ainsi que par l'«absence des organisations de la scène nationale». Ainsi, ils inscrivent leur action de redressement dans le cadre d'un militantisme pacifique, demandant à se libérer de toute tutelle ou paternité. Voire ils appellent

les enfants de chouhada à se démarquer de la propension de leurs organisations à «quémander des biens sociaux». Selon ses promoteurs, le congrès d'unité sera «la voie la plus sûre pour assurer la continuité de l'esprit de Novembre». C. B.

BOUIRA

Passe d'armes entre le wali et un élu FLN

Cela s'est passé, hier, au premier jour de l'ouverture de la session ordinaire de l'APW de Bouira. Juste après l'ouverture de la session, un élu FLN, Abbas Djamel, appartenant au mouvement des redresseurs, a pris la parole pour exposer à la face de tous les élus et directeurs d'exécutif présents mais aussi du wali et du secrétaire général de la wilaya, une lettre écrite par l'actuel P/APW, juste après l'élection présidentielle d'avril 2009.

Dans cette lettre, l'actuel P/APW, qui était alors simple élu à l'APW sur la liste FLN, avait rédigé une lettre destinée au secrétaire général du FLN, Abdelaziz Belkhadem dans laquelle

il lui exposait noir sur blanc les différentes méthodes de fraude qui avaient émaillé ce scrutin présidentiel remporté, rappelons-le, par Bouteflika, avec un score brejnévien de

92 %. Ainsi, l'actuel P/APW qui citait, entre autres, le bourrage des urnes, le vote sans procuration ainsi que le vote d'une personne pour plusieurs autres, la falsification touchant le taux de participation, fustigeait également l'immixtion «d'une manière flagrante» de l'administration dans cette fraude généralisée.

L'élu Abbas, qui lisait cette lettre durant la plénière, n'a pas été jusqu'au bout de son intervention. Arrivé au passage mettant en cause l'administration, et par voie de conséquence le wali, ce dernier intervient pour dénoncer, non pas le rédacteur de la lettre qui était sur la tribune officielle à ses côtés, mais pour inviter l'élu Abbas Djamel à

arrêter la lecture de cette lettre sous prétexte que le Conseil constitutionnel avait largement étudié les cas de recours introduits à l'époque et validé le scrutin sans aucune réserve. Selon le wali, ce n'est pas aujourd'hui que la question de la fraude de l'élection présidentielle d'avril 2009 allait être remise sur la table. Le wali a quelque part raison, surtout, quand on voit toutes ces voix qui viennent au secours du président et qui le mettent au-dessus de la mêlée générale et du marasme ambiant en effaçant jusqu'aux révélations de hauts responsables américains concernant cette fraude. Aussi, juste après l'intervention du wali, quelques élus FLN,

alliés du P/APW sont intervenus à leur tour pour demander à celui-ci la poursuite des travaux en ignorant l'incident provoqué par M. Abbas. Le pauvre élu rebelle, avait beau essayé d'expliquer ses motivations, en rappelant la portée de cette lettre dans laquelle, selon lui, l'actuel P/APW doutait officiellement de la transparence de l'élection présidentielle d'avril 2009, personne ne l'écoutait. C'était à peine si on avait, au milieu du tintamarre, entendu l'élu Abbas Djamel réaffirmer son intention de porter plainte contre le P/APW pour insultes dans son bureau. En effet, la veille, le P/APW, qui était au courant de cette lettre, s'en

était allé voir l'élu Abbas dans son bureau pour l'injurier et l'insulter, devant deux élus du FLN et du RCD médusés. Après cette intervention, l'élu rebelle est sorti laissant ses collègues élus poursuivre les travaux normalement, avec en sus, une allocution du P/APW qui a, à plusieurs reprises, remercié le wali pour les efforts consentis au profit du développement de la wilaya, alors qu'un autre élu FLN, est intervenu au nom du groupe FLN pour s'excuser de l'incident ayant émaillé le début de cette session. Par là, les travaux se sont poursuivis par la présentation par l'administration de wilaya du bilan de l'année 2010. Y. Y.

TRAVAILLEURS LICENCIÉS Grève de la faim et tentatives de suicide à l'Enad Bouira

Une vingtaine de travailleurs de l'Enad de Sour-El-Ghozlane licenciés observent depuis 10 jours une grève de la faim sans qu'aucun des responsables daigne trouver une solution à leur situation. Avant-hier, deux grévistes ont tenté de se suicider, alors que des grévistes de la faim sont régulièrement évacués à l'hôpital qu'ils quittent après les soins pour regagner la terrasse du siège social de l'Enad, où ils observent une grève de la faim. L'un d'eux s'est aspergé d'essence et au moment où il s'apprêtait à mettre le feu à son corps, ses compagnons sont accourus pour l'empêcher de commettre l'irréparable. Quelques minutes plus tard, ce fut au tour d'un autre gréviste désespéré de tenter de se jeter de la terrasse et d'être sauvé, également, par ses camarades. Hier, les grévistes de la faim étaient toujours là et personne ne se souciait de leur situation, alors que l'APW ouvrait sa session ordinaire. Pour rappel, il y a de cela une année, plus de 520 travailleurs de l'Enad avaient été libérés après la fin de leurs contrats de travail. Depuis, ils ne cessaient de réclamer leur réintégration mais les responsables au niveau de l'Enad sont unanimes à dire que la situation de l'entreprise est très critique et que, si assainissement il y a, ce sera pour sauver l'entreprise d'une faillite certaine et sauvegarder les postes existants. Cependant, les grévistes espèrent toujours un assainissement à même de relancer la machine de production et ne désespèrent pas de se voir rappelés.

Y. Y.

MÉDIAS

Rassemblement des journalistes à Alger

A l'issue de leur deuxième rassemblement après celui de samedi dernier, les journalistes qui ont pris part, hier matin, au regroupement qui a eu lieu à la maison de la presse Tahar-Djaout, à Alger, se sont mis d'accord sur une plateforme de revendications commune. Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) - Les journalistes adhérents à cette initiative autonome se sont, ainsi, donné le mot d'ordre pour organiser une réunion ce samedi, à la même heure et au même endroit, pour désigner des coordinateurs qui auront la tâche de transmettre la plateforme de revendications de la corporation au ministère de la

Communication. Il s'agit, en effet, de revendications socio-professionnelles qui se résument en «la promulgation d'un statut particulier du journaliste, étant donné que le décret exécutif n°140-08 du 8 mai 2008 déterminant les relations de travail des journalistes ne répond plus aux aspirations de la corporation, la réactivation et la réhabilitation du conseil national supérieur de l'information, garantissant une représentation équitable des journalistes, l'élaboration d'une carte de presse nationale unifiée, la réactivation du Conseil national d'éthique et de déontologie, la dépénalisation du délit de presse, la révision du code de

l'information de 1990, l'élaboration de conventions de branches spécifiques aux journalistes avec obligation de leur mise en vigueur, la facilitation de l'accès à l'information, une grille de salaire nationale digne de la profession ainsi que la création d'un fonds des œuvres sociales avec la mise en place de son cadre juridique». Concernant les actions à envisager, les journalistes protestataires appellent, en attendant, à une grève nationale de toute la presse le 3 mai 2011 et à un sit-in qui sera organisé au niveau de la place de la Liberté de la Presse à Alger. M. M.